

## Des enseignants « dans le flou » de la campagne présidentielle

A moins de trois semaines du premier tour, et quelques jours après l'exposé par le président candidat d'un « nouveau pacte » à leur intention, nombre d'enseignants font part de leurs doutes quant au bulletin à glisser dans l'urne, le 10 avril.

Par [Mattea Battaglia](#)

Publié aujourd'hui à 14h00

Temps de Lecture 7 min.



Une manifestation dans le cadre d'une journée de grève dans l'éducation nationale, à Strasbourg, le 13 janvier 2022. PASCAL BASTIEN POUR « LE MONDE »

La « confiance » est partagée dans les cercles d'enseignants – y compris dans les rangs syndicaux, autrement dit, parmi des militants. A moins de trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, le 10 avril, une frange « *non négligeable* » de professeurs hésite toujours sur le bulletin à glisser dans l'urne.

Sans doute cela vaut-il pour d'autres catégories de la population, au terme d'une campagne « *à nulle autre pareille* », disent les observateurs de la scène politique, qui a vu la guerre en Ukraine se superposer à la crise liée au Covid-19, et les débats de fond, sur l'école comme sur les autres sujets, trouver un écho relatif.

Un « *écho tardif* », tempère-t-on du côté de la FSU comme de la CFDT ou de l'UNSA : depuis le 17 mars et la déclinaison par Emmanuel Macron, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), de son « *nouveau pacte avec les enseignants* », le ton est monté d'un cran. « *Vous avez des enseignants qui, pendant le Covid, ont été là, se sont occupés de vos enfants, et puis il y a des enseignants, ça a existé aussi, qui ont disparu* », a affirmé le candidat à sa réélection devant un parterre de journalistes, pour

expliquer le nouveau système de rémunération (« *au mérite* », disent ses partisans, « *à la contrepartie* », soufflent ses détracteurs) qu'il voudrait pouvoir instaurer lors d'un second quinquennat.

*« Il y a une rupture dans le discours politique, analyse la sociologue Françoise Lantheaume. Depuis le début de l'épidémie, on a parlé des enseignants comme de professionnels en première ligne, aux prises avec des difficultés dues surtout à la désorganisation de l'éducation nationale, mais qui ont assuré la continuité du service public, et là, à la faveur de la campagne, le chef de l'Etat fait passer le message qu'ils ne seraient pas à la hauteur et qu'on peut remédier à cela par une thérapie de choc libérale. C'est brutal ! »*

*« Emmanuel Macron nous a ramenés dix ans en arrière, du temps où un autre candidat, Nicolas Sarkozy, défendait le "travailler plus pour gagner plus", réagit Sophie Venetitay, du syndicat SNES-FSU. Mais en faisant le choix de parler à l'opinion, aux parents plus qu'aux enseignants, et en allant chercher des voix à droite [sur les terres de la candidate LR, Valérie Pécresse, notamment], il prend le risque de se couper des professeurs. »*

De fait, sur le terrain, ce sont les enseignants « *décus* », « *heurtés* », qui donnent de la voix. « *Le premier tour se rapproche, et j'ai basculé dans le doute* », témoigne Anne, 56 ans – dont près de trente à enseigner en lycée dans les académies de Créteil et Paris. Comme tous les personnels ayant accepté de parler du scrutin, elle a requis l'anonymat. « *On sort de trois années de tourmente et de réformes à marche forcée, dit-elle, et Macron, comme d'ailleurs tous les candidats à l'Elysée, annonce vouloir encore mettre en chantier l'école, sans même prendre le temps du bilan... C'est épuisant.* »

#### **« Privés d'une vraie campagne »**

Elle qui se dit le « *cœur à gauche* » sans avoir jamais pris la « *carte d'aucun parti* » se serait bien laissée tenter par le « *vote écolo* », au premier tour. Mais le candidat d'Europe Ecologie-Les Verts, Yannick Jadot, a, lui aussi, pris de court la profession en annonçant ne pas exclure de « *réduire la durée des vacances* » ou de « *revoir les obligations de service* ». « *Bousculée* », Anne se donne « *jusqu'au dernier jour* » pour décider à qui accorder sa voix.

Gaëlle, la quarantaine, se demande même si elle fera le déplacement jusqu'au bureau de vote. « *Etre dans le flou, à si peu de temps de l'échéance, c'est inédit pour moi* », confie cette enseignante dans un collège de Nice, elle aussi syndiquée, en regrettant une campagne « *escamotée* ». « *On n'entend que les fortes voix, aux extrêmes, dit-elle. Des candidats qui nous vendent du neuf avec de vieilles recettes... Et personne, à gauche ou à droite, pour dénoncer le carcan du système et défendre la confiance aux enseignants, le progrès...* »

Constat peu différent de Muriel, directrice d'une école primaire dans le Loiret : « *On est privés d'une vraie campagne présidentielle, à la hauteur de notre siècle et de ses enjeux environnementaux, géopolitiques, sanitaires...* » Nombre de femmes enseignantes disent avoir songé à porter leur choix sur une « *personnalité féminine* » – plutôt en faveur de la socialiste Anne Hidalgo. « *Sa promesse de doubler nos salaires, évidemment que ça nous a parlé, note Gaëlle. On a voulu croire, un temps, que les enseignants pouvaient être au cœur d'une élection... Jusqu'à ce qu'on comprenne à quel point c'était irréaliste.* »

Considéré comme un électorat acquis à la gauche, un vivier historique de cadres et d'élus prenant part à la vie de la cité, le monde enseignant apparaît aujourd'hui aux chercheurs comme de plus en plus « hétérogène », soumis aux mêmes recompositions politiques que le reste de la société.

« L'éclatement de la gauche, son incapacité à défendre le service public sont passés par là, souligne Laurent Frajerman, de l'observatoire de la FSU. Le vote enseignant reste important, mais il n'est plus considéré comme décisif par un parti, au sens où il ne peut pas faire basculer une élection. »

Pour Emmanuel Macron, les enseignants constituent toujours un « fort enjeu », martèle-t-on au sein de son équipe de campagne, en rappelant que le président candidat entend engager 12 milliards d'euros de plus pour l'éducation et la jeunesse – dont 6 milliards pour la seule revalorisation des enseignants. Un argument qui porte ? A voir. En croisant les résultats de 2017 avec les intentions de vote, en 2022, d'une cohorte de quelque 820 enseignants actifs (en poste au moment du sondage, avant le discours d'Aubervilliers), le directeur de recherche au CNRS Luc Rouban estime que M. Macron pourrait récupérer un peu plus de la moitié des voix des professeurs ayant voté pour lui il y a cinq ans. Soit près du tiers de l'électorat enseignant.

### « Sentiment d'impuissance »

« D'un scrutin à l'autre, explique Luc Rouban, le paysage a évolué : on assiste à une radicalisation de l'électorat enseignant aux deux bords, avec une gauche socialiste qui perd du terrain au détriment d'une gauche radicale – celle qu'incarne le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon –, et une droite parlementaire grignotée par une droite plus extrême – celle d'Eric Zemmour, qui, avec son discours sur la chute du niveau, capterait jusqu'à 10 % des intentions de vote chez les enseignants. Mais, au centre, Emmanuel Macron conserve une certaine assise. »

Les enseignants le disent : les « salles de profs » ne sont pas unanimes. « Tous mes collègues ne votent pas à gauche, de même que tous mes collègues ne rejettent pas, en bloc, le projet d'une rémunération au mérite, témoigne Amélie, professeure dans un collège de la Côte-d'Or. Sur le sujet, entre des collègues en fin de carrière et d'autres tout juste diplômés, on n'est pas sur la même ligne. » Toutes ne se transforment pas non plus, à l'approche de la présidentielle, en arène politique. « Dans mon école rurale, il n'y a que deux classes, alors de politique, on parle très peu », glisse Céline, qui enseigne dans le Centre. Sans compter les enseignants, nombreux, qui confient préférer éviter le sujet. Par désillusion – ou pour éviter l'empoignade – plutôt que par désintérêt.

C'est le cas dans le lycée de Marseille où enseigne Stéphane. « Ces cinq dernières années ont renforcé, chez les collègues, un sentiment d'impuissance. Beaucoup sont dans une forme de repli sur soi, presque de résignation. » Militant du SNES-FSU, il dit sentir des « valeurs » longtemps décrites comme communes aux enseignants – à l'image du collège unique – de plus en plus ouvertement remises en cause. « Une minorité d'enseignants, mais moins silencieuse que par le passé, partage un conservatisme assumé », dit-il.

Si ce professeur ne cache pas son intention de voter, le 10 avril, pour le candidat communiste, Fabien Roussel, ce sera un « vote un peu amer » : « La gauche n'a pas joué le jeu de l'union ; je veux rester fidèle à mes convictions, mais je n'ai pas de doute : on va être écrasé. » Un « vote plié d'avance » : c'est le ressenti de Karel, qui enseigne à Paris. « La campagne n'est pas un sujet de friction dans mon collège, et c'est peut-être le plus inquiétant, dit-il. En 2017, quand Macron montait, on en parlait beaucoup entre collègues. Rien de tel aujourd'hui. Même dans un collectif très marqué à gauche voire à l'extrême gauche, je sens venir la tentation de l'abstention. »

*« La plupart des enseignants sont face à un dilemme, rapporte Stéphane Crochet, du syndicat SE-UNSA. Ils sont en colère contre le candidat favori des sondages [Emmanuel Macron étant, à ce stade, donné gagnant face à Marine Le Pen au second tour], ils sont aussi très conscients du risque d'une percée de l'extrême droite, et, pourtant, ils s'interrogent sur ce que peut être le vote utile au premier tour. »*

*« Je sais pour qui je ne vais pas voter » : voilà peut-être le constat le plus rassembleur, à ce stade, dans la profession.*